

## Une taxe sur les opérations financières pour aider les pays les plus pauvres

Par Gordon Brown\*

(*Le Monde*, 26 janvier 2010)

**T**erribles et imprévisibles, les catastrophes comme celle qui a frappé Haïti nous rappellent une fois de plus la fragilité de la vie sur notre planète, mais aussi l'instinct même qui pousse l'être humain à venir à l'aide de ceux qui sont dans le besoin. A l'instar de la France, le Royaume-Uni a déjà envoyé des équipes spéciales sur place et engagé 20 millions de livres sterling (22,8 millions d'euros) en appui de l'effort d'aide humanitaire. Nous savons qu'il faudra faire bien plus au moment de la reconstruction.

La première décennie de ce millénaire a été marquée par le fait que la pauvreté mondiale a enfin attiré l'attention. Dans les années qui ont suivi l'accord capital sur les "Objectifs du millénaire pour le développement", conclu en 2000 pour réduire la pauvreté, la maladie et l'inégalité, les grands progrès réalisés nous permettaient d'être optimistes. Cependant, une convergence de crises mondiales menace de mettre un terme à une ère de progrès qui ne fait que commencer.

Pour les pays pauvres, la crise climatique n'est pas un problème abstrait, mesuré par rapport aux générations futures, mais une réalité dure, dangereuse et immédiate. Les catastrophes écologiques font déjà 1 000 morts par jour et une nouvelle famine menace. Si la crise climatique a été lente à se développer, les effets de la tempête financière ont été soudains et violents.

Dans les pays plus pauvres, la crise est dramatique. Déjà, les pertes d'activité et les réductions de revenus ont entraîné la disparition de milliards d'euros de financement et d'investissement dans des écoles et hôpitaux. On peut craindre que 400 000 enfants de plus ne meurent chaque année et que des millions d'autres ne grandissent sans savoir lire ni écrire. Ces contraintes économiques et climatiques menacent d'enfermer des millions d'habitants dans une pauvreté et un désespoir permanents.

Nous devons donc tenir nos engagements d'aide tout en recherchant de nouveaux moyens de lutter contre le changement climatique. Le Royaume-Uni ne se contentera pas de tenir ses promesses d'aide en 2010 ; il ira plus loin. Nous avons publié un projet de loi dont l'adoption ferait de nous le premier pays au monde à garantir qu'il atteindra et maintiendra l'objectif d'aide de 0,7 % fixée par l'ONU.

Les autres pays doivent, eux aussi, honorer leurs engagements. L'Union européenne doit atteindre son propre objectif de 0,51 % en 2010 ainsi que l'objectif onusien de 0,7 % en 2015. Ensemble, nous devons également veiller à la mise en place de financements complémentaires pour aider les pays en développement à atténuer les effets du changement climatique.

L'aide aux pays en développement peut jouer un rôle irremplaçable en permettant aux écoles et aux hôpitaux de rester ouverts. Elle représente un filet de sécurité essentiel pour les plus démunis.

### Financements nouveaux

Vu l'ampleur des difficultés, nous devons trouver des sources nouvelles et innovantes de financement pour lutter contre la pauvreté et le changement climatique. La France et le Royaume-Uni, notamment, ont déjà généré des milliards par la vente de bons du Trésor et les dons publics. Il est possible de faire plus. Ainsi, le FMI et d'autres groupes de travail de haut niveau - comme celui proposé par Bernard Kouchner - étudient la faisabilité d'une taxe sur les opérations financières internationales, qui pourrait produire d'importants revenus si les détails étaient réglés.

En outre, nous devons veiller à ce que les pays en développement investissent dans leur avenir. C'est pourquoi, avec d'autres dirigeants dont le président Nicolas Sarkozy, je me joindrai au travail de Sepp Blatter, de la FIFA, et du président sud-africain Jacob Zuma. A travers la campagne "1-Goal", ils se sont donné pour mission de faire de "*l'éducation pour tous*" l'héritage de la première Coupe du monde en Afrique. Cette campagne est aussi soutenue par des initiatives bilatérales, comme l'engagement pris par la France et la Grande-Bretagne en 2008 de scolariser 16 millions d'enfants africains.

Enfin, nous devons aider les pays en développement à sortir eux-mêmes de la pauvreté. Le G20 offre une nouvelle possibilité de poursuivre une croissance mondiale qui englobe les économies à faibles revenus et leur profite.

Le sommet crucial de l'ONU sur la pauvreté se tiendra en septembre. Nous devons alors nous entendre sur un plan d'action - étayé par des engagements nationaux spécifiques - établissant les moyens que nous mettrons en oeuvre pour atteindre les "Objectifs du millénaire pour le développement" à l'horizon 2015. Des millions de vies dépendent du respect de nos engagements. Pour gagner du terrain, nous devons sans tarder affirmer une détermination politique. Cette année donnera la mesure de l'intérêt porté par le reste du monde aux pays les plus pauvres. En conscience et dans notre propre intérêt, pour eux et pour nous, nous n'oserons échouer. Nous devons agir dès maintenant pour rendre au monde entier son avenir et ses espoirs. Pour cette raison, je pense que cette année sera aussi déterminante que la décennie qui vient de s'écouler.

\* Gordon Brown est premier ministre britannique.